

DOSSIER

Les agriculteurs victimes d'une agriculture mondialisée par les multinationales de l'agrobusiness

page 6

INTERNATIONAL

Femmes de Gaza, femmes de Palestine, c'est l'humanité qu'ils assassinent

page 5

VIE DU PARTI

Le 9 juin prochain, un petit geste électoral pour l'urgence d'une révolution !

page 10

NPA JEUNES

Week-end de formation du NPA-Jeunes

page 12

RÉVOLUTIONNAIRES

10 • FÉVRIER 2024 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

Paysans, salariés du public et du privé : c'est aux capitalistes et à leurs représentants qu'il faut s'en prendre !

Il n'aura fallu que quelques heures après les annonces d'Attal pour que la quasi-totalité des barrages d'agriculteurs, à l'appel de la FNSEA et de la Coordination rurale, soient levés. Seule la Confédération paysanne a appelé à poursuivre les actions, et là, la police de Darmanin est vite intervenue pour faire lever les barrages. Attal a promis une « pause » sur le plan « Écophyto » de réduction des pesticides, de diminuer le nombre de jachères et de rétablir les subventions sur le gasoil non routier (GNR) pour les tracteurs. Bref, le gouvernement se sert de « l'écologie punitive » comme bouc-émissaire, pour mieux épargner les géants de l'agrobusiness, que ce soient les banques, les industries agro-alimentaires ou les grandes surfaces. Il leur est juste demandé de... mieux respecter la loi ! Une loi qui a bien montré qu'elle est incapable de garantir un revenu à ceux qui travaillent la terre.

Comment expliquer alors que les barrages routiers aient été si rapidement levés ? Tout simplement parce que, dans cette mobilisation, se trouvaient aussi bien les petits agriculteurs, écrasés par les dettes, vivant en dessous du Smic, pressurés par les grands capitalistes... que des dirigeants de véritables empires de l'agrobusiness, tel Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, dirigeant de la multinationale Avril - les huiles Lesieur, Isio4, Puget... Il est même le président du conseil d'administration de Sofiprotéol, une

SUITE PAGE 2 >>



SITE WEB : www.nouveaupartianticapitaliste.fr

YOUTUBE : @Revolutionnaires_journal

TIKTOK : @nouveaupartiantic et @NPA_Jeunes



Éditorial : Paysans, salariés du public et du privé : c'est aux capitalistes et à leurs représentants qu'il faut s'en prendre !

Smicards et futurs smicards de tous les pays, unissez-vous ! Parer le « choc » d'Attal

Après la décision du conseil constitutionnel : continuer à combattre la loi Darmanin

Gaza : le massacre continue avec le soutien de Biden et Macron
En Argentine, seule la mobilisation pourra vaincre les projets de Milei

Femmes de Gaza, femmes de Palestine, c'est l'humanité qu'ils assassinent

La guerre, une affaire d'homme ? Les femmes, premières concernées !

« Je préfère qu'on fabrique des travailleurs français plutôt qu'on les importe » : le RN en rêvait, Macron le promet !

LES AGRICULTEURS VICTIMES D'UNE AGRICULTURE MONDIALISÉE PAR LES MULTINATIONALES DE L'AGROBUSINESS

Entre le marteau et l'enclume du système agricole capitaliste

Agriculture intensive : pollution et malbouffe !

Les organisations agricoles

Dans la fosse à lisier des idées de l'extrême droite

Pour nourrir la population en France et dans le monde : remettre en cause la propriété privée !

REVENDIQUONS DE QUOI VIVRE ET PAS SURVIVRE !

Mobilisations des ateliers SNCF : du plat de résistance au plat de lentilles ?

Du cheval vapeur au cheval électrique, Renault veut faire payer la conversion aux travailleurs

Usines Stellantis-PSA : des débrayages pour défendre nos congés

Non à l'intimidation des militants ouvriers !

À Paris-Musées, deux veilleurs de nuit victimes de racisme sont menacés de sanctions !

La Poste - PIC de Cestas : débrayages à répétition

Le 9 juin prochain, un petit geste électoral pour l'urgence d'une révolution !

They shot the piano player de F. Trueba et J. Mariscal

Moi, capitaine de M. Garrone

La Zone d'intérêt de J. Glazer

Antisionisme, une histoire juive Textes choisis par B. Orès, M. Sidony et S. Fayman

Et nos yeux doivent accueillir l'aurore de S. Nunez

Week-end de formation du NPA-Jeunes : le programme

La santé mentale à la merci de l'exploitation capitaliste

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

société de... crédit aux agriculteurs ! Pas étonnant que ces messieurs-là ne veuillent surtout pas qu'on s'en prenne aux banques et aux grands capitalistes !

LA COLÈRE PAYSANNE A RAVIVÉ LA COLÈRE OUVRIÈRE

Il n'empêche, l'explosion de colère des paysans a suscité une profonde sympathie chez les travailleurs et travailleuses. Le slogan « vivre et pas survivre » résonne avec la stagnation des salaires et la hausse des prix de la vie courante dans les villes. On pouvait voir de nombreux clins d'œil aux blocages paysans dans les manifestations bien fournies de l'Éducation nationale du 1^{er} février. Pour sûr que les mensonges, l'arrogance et le mépris de la nouvelle ministre, Amélie Oudéa-Castéra, ont dû jouer. Côté vie privée : elle contourne le système pour placer ses enfants à Stanislas, école privée de luxe, catholique intégriste. Côté vie publique : elle annonce de nouvelles mesures renforçant le tri social et l'encasernement de la jeunesse, avec les « groupes de niveau » dès le collège, et la généralisation du service national universel au lycée. Le tout sur fond d'établissements délabrés, de salaires qui stagnent et de crise de recrutement - ceci expliquant cela. Là encore, il faudrait déjà augmenter les salaires pour qu'on puisse recruter ! La grève a été particulièrement bien suivie jeudi dernier, et les suites sont en cours de discussion et de préparation dans les établissements. C'est bien la mobilisation de tout le secteur, de la maternelle au lycée, qui est posée.

Des mobilisations auront également lieu dans les jours et les semaines qui viennent à la SNCF, à la RATP, dans les centres de tri de la Poste. Là aussi, l'exigence, c'est l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail pour pouvoir vivre dignement de son travail dans de bonnes conditions !

POUR UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE !

Cette ébullition vient de toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus des fins de mois qui commencent le 10, qui n'en peuvent plus de se tuer à travailler pour ne pas gagner sa vie. Oui, plus que jamais, dans le public comme dans le privé, à la ville comme à la campagne, c'est l'augmentation générale des salaires et des revenus de ceux qui travaillent qui est à l'ordre du jour : 400 euros d'augmentation pour tous ! Pas un seul salaire en dessous de 2 000 euros ! Et, pour imposer une telle mesure, c'est bien un mouvement d'ensemble des salariés, de la jeunesse et des paysans exploités qu'il faudra.

• 05/02/2024

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 10 • FÉVRIER 2024 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »

ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSIION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

ABONNEZ-VOUS

POUR 12 NUMÉROS 24€
..... OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

PAR VIREMENT

Envoyez un mail à abonnement@nouveau-partianticapitaliste.fr

PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@nouveau-partianticapitaliste.fr

Smicards et futurs smicards de tous les pays, unissez-vous !

Le Smic, Gabriel Attal en parle beaucoup plus qu'il ne l'augmente. Au point de saturer le vocabulaire officiel, de la tribune de l'Assemblée nationale aux colonnes du Monde, du terme « smicard » - péjoratif dans la bouche de ces gens qui n'ont jamais connu les affres du salaire minimum.

À QUI PROFITE LA « SMICARDISATION » ?

12 % des salariés du privé touchaient le Smic en 2021, 14,5 % en 2022 et 17,3 % en 2023. Cette augmentation brutale est le résultat de trois ans d'inflation. Le montant du Smic, indexé sur les prix, a augmenté de 13,6 %, tandis que les salaires de l'ensemble des employés et des ouvriers n'ont augmenté que de 9 %.

Le Smic a donc rattrapé de nombreux bas salaires et concerne aujourd'hui 3,1 millions de travailleurs dans le privé, qui touchent moins de 1 400 euros par mois à temps plein. Pourtant, si le Smic est indexé sur les prix mesurés par l'Insee, cet indice est bien loin de prendre en compte la hausse des tarifs des postes incontournables qui constituent la totalité de la consommation des salariés les moins bien payés : loyer, téléphonie et Internet, transports, alimentation, énergie... qui ont augmenté de plus que 13,6 % ces trois dernières années.

Non, les hausses du Smic n'ont pas maintenu son pouvoir d'achat, loin de là. L'augmentation du nombre de smicards est donc le symptôme d'un appauvrissement encore plus important d'une très grande partie des salariés. Elle montre que les années d'inflation que nous connaissons - et qui continue même si son rythme a baissé - ont permis de diminuer encore drastiquement la part des salaires dans l'économie. Un hold-up social, qui occasionne un immense transfert de richesses de la classe des travailleurs vers la classe capitaliste. Salaires en berne et profits record sont les deux faces d'une même pièce.

Le montant net des salaires n'est que la partie émergée de l'iceberg. Les bas salaires proches du Smic sont largement exonérés de cotisations patronales. Il s'agit d'un arsenal législatif destiné à bloquer les salaires, éventuellement compensés par des primes éphémères, également souvent exonérées de cotisations : la politique du patronat faite loi.

Le montant de ces exonérations est passé de 59 milliards d'euros en 2021 à 75 milliards en 2023. 75 milliards de plus offerts au patronat dans le seul but de l'encourager à faire ce qu'il désire le plus : maintenir les salaires au plus bas !

ILS PRÉTENDENT DÉSMICARDISER ? ON VEUT VIVRE ET PAS SURVIVRE !

Il y a de quoi s'inquiéter quand Attal prétend désmicardiser. En ne mettant qu'un seul chiffre en avant (17 % de salariés au Smic), en gommant toute la réalité sociale qui se cache derrière les courbes et les moyennes (car la vérité est que le Smic est synonyme de découvert le 10 de chaque mois), le gouvernement prépare les esprits à de nouvelles attaques. Au lendemain du discours de politique générale de son Premier ministre, un député macroniste lançait déjà l'idée de désindexer le Smic. Puisqu'il augmente plus vite que les autres salaires, il faut bien le ralentir !

Tout cela n'est qu'un écran de fumée pour masquer le problème essentiel de tous les travailleurs : vivre et pas seulement survivre ! Et tous les bons esprits qui dissertent sur le « tassement de l'échelle sociale » ou la « perte de motivation » à se retrouver au salaire minimum feraient bien de se méfier des idées que cela pourrait donner. Qu'on la tasse, « l'échelle sociale », mais en commençant par en haut ! Et qu'on garantisse de quoi vivre dignement à tous, bien sûr en commençant par en bas.

Vive le Smic à 2 000 euros net par mois, sans aucune exonération de cotisation sociale ! Vive les smicards de tous les secteurs, postiers, ouvriers des ateliers SNCF et RATP, salariés de l'automobile, petits paysans, dont vous retrouverez les luttes dans nos colonnes, luttes qui seules sont à même de reprendre aux capitalistes ce qu'ils nous ont volé !

Parer le « choc » d'Attal

Bien qu'il ait laissé son ministère à la bourgeoise Amélie Oudéa-Castéra, qui met ses bambins dans le privé catholique, Gabriel Attal entend laisser sa marque avec une réforme de l'Éducation nationale qui fait du pied à l'extrême droite.

FAUSSES SOLUTIONS, VRAIES ATTAQUES

Le projet Attal consiste à restaurer « l'autorité » à l'école. Ce sera donc « réarmement civique » et Service national universel. La batterie d'annonces du Président et de son Premier ministre tiennent de la démagogie réactionnaire, flattant les préjugés : c'était tellement mieux, au temps de l'uniforme et avant le collège unique !

Parmi les mesures proposées, les groupes de niveau en mathématiques et en français au collège, pour le rendre « modulaire ». Il y aura surtout un module pour ceux dont les parents ont du temps à leur accorder ou les moyens de leur payer des cours particuliers, et un autre pour les enfants de prolétaires. Attal choisit d'ignorer les travaux qui démontrent que les groupes de niveau ne font pas progresser les élèves les plus faibles. Ce n'est pas une erreur ou une surdité de la part du Premier ministre, c'est la politique d'une classe sociale, qui entend éduquer « l'élite de la nation » et mettre les autres à la garderie, puis au boulot, le plus vite possible.

Si « l'hétérogénéité » et « l'inclusion », qui consistent à placer des élèves très faibles ou

avec des besoins spécifiques dans des classes de trente élèves, sont un échec, c'est en raison du manque de moyens. En réalité, Attal prône une école qui organise davantage le tri social.

Et encore, si les moyens restaient constants... Mais l'État fait le choix des économies d'échelle. Dans le budget 2024, ce sont 2 500 postes qui ont encore été supprimés. « Un prof devant chaque élève », mon œil !

Comme pour les cours préparatoires dédoublés du premier mandat de Macron, il s'agira de déshabiller Pierre pour habiller Paul. Les heures nécessaires pour mettre en place les groupes de niveau seront prises sur la dotation horaire globale, au détriment d'autres matières, et sur la base de la suppression de certains postes : ceux des profs de technologie, par exemple, qui voient leurs heures diminuer - et même supprimées en sixième - et le recrutement baisser drastiquement.



GRÈVE DE L'ÉDUCATION ET MANIFESTATION. PARIS, JANVIER 2024 | HERMANN CLICK

LES 1^{ER} ET 6 FÉVRIER : CE N'EST QU'UN DÉBUT !

Le 1^{er} février était la première journée de grève nationale dans l'Éducation depuis la rentrée, depuis Attal et, surtout, depuis Oudéa-Castéra à l'Éducation. Les chiffres de grève étaient importants : 40 % dans les écoles et 47 % dans les collèges et les lycées, avec des pics selon les degrés et les départements. La combativité était visible dans les manifestations de nombreuses villes. À Paris, une partie du cortège a contourné le barrage des policiers pour aller scander aux oreilles de la ministre : « le groupe des nuls, c'est au ministère » !

La détermination ne manque pas. Des assemblées générales ont appelé à la poursuite de la mobilisation. Les syndicats ont appelé au 6 février. Il est clair que le gouvernement ne cédera pas en une journée.

Il s'agira, dans les prochaines journées de grève, de lier les revendications, de la maternelle au lycée, en passant par le collège, en posant la nécessité de se battre ensemble et de construire une grève reconductible. La date du 19 mars, journée de mobilisation intersyndicale de la fonction publique, pourrait être un point de ralliement de toute l'Éducation, aux côtés du reste de la fonction publique.

Car cette colère concerne aussi les salaires, rejoignant celle de tout le monde du travail, qui se paupérise sur fond d'inflation généralisée. Nous avons tout intérêt à inscrire la mobilisation de l'Éducation dans un contexte de contestation globale... Et de jouer la gagne, tous ensemble !

PAR MONA NETCHA ET KAI AZUA
• 16/01/2024

APRÈS LA DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : CONTINUER À COMBATTRE LA LOI DARMANIN

Sur 86 articles composant la version finale de la loi, le Conseil constitutionnel en a censuré 35.

L'introduction d'une « préférence nationale » dans l'accès aux allocations familiales ou aux APL a été censurée. Tout comme le durcissement de l'accès au regroupement familial ou la délivrance d'un titre de séjour pour « étranger malade », la caution demandée aux étudiants étrangers pour prévoir leur retour, la fin de l'automatisme de l'obtention de la nationalité française pour les enfants nés en France de parents étrangers ou le « délit de séjour irrégulier ».

Le Pen avait revendiqué une « victoire idéologique ». De quoi être soulagés, après la censure des mesures les plus marquées à l'extrême droite ? Malheureusement pas. La loi, telle qu'elle a été promulguée, reste la plus répressive à l'égard des étrangers depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Darmanin s'est d'ailleurs félicité de ce que la version définitive de la loi correspondait au texte initialement voulu par le gouvernement.

Cette loi entérine d'importants reculs sur le droit d'asile, déjà bien mal en point en France, qui a le taux de rejet des demandes le plus élevé d'Europe : 70 % de refus. Avec la nouvelle loi, le traitement des demandes d'asile se fera sur un mode toujours plus expéditif, dans le but d'augmenter encore les refus et de rendre plus difficile tout recours. Des « pôles territorialisés » de l'asile en France seront créés au niveau local, directement sous la coupe des préfetures. Dans les cours d'appel en régions, les exilés auront affaire à du personnel beaucoup moins spécialisé pour juger du bien-fondé de leur demande et pourront manquer d'interprètes. La loi systématise le recours au « juge unique », remplaçant une formation collégiale de trois juges, dont un membre du Haut Commissariat aux réfugiés. L'accès aux conditions matérielles d'accueil (aide au logement, etc.) pour les exilés est rendu encore plus



MANIFESTATION CONTRE LA LOI DARMANIN. PARIS, JANVIER 2024 | HERMANN CLICK

difficile, alors que de nombreux réfugiés sont d'ores et déjà à la rue. Enfin, la loi prévoit une obligation de quitter le territoire français (OQTF) systématique pour tous les déboutés du droit d'asile. Des personnes venant d'arriver en France pourront se voir placées immédiatement en centre de rétention, sans avoir eu le temps de faire leur demande d'asile. C'est donc depuis les centres de rétention qu'elles feront leur demande... On imagine dans quelles conditions.

Cette loi prévoit de nombreuses autres mesures répressives envers les étrangers, que le Conseil constitutionnel n'a pas censurées. Ainsi la création d'un fichier des mineurs étrangers soupçonnés d'être des délinquants ou la possibilité d'expulser des personnes arrivées en France avant 13 ans, qui équivaut au rétablissement d'une « double peine ». La régula-

risation de salariés de métiers dits « en tension » avec pouvoir discrétionnaire du préfet, qui peut donc accepter ou refuser selon son bon plaisir, est aussi validée.

Cette loi constitue donc une attaque sans précédent vis-à-vis des personnes étrangères. De plus, 32 articles censurés par le Conseil constitutionnel l'ont été au motif qu'ils étaient sans rapport avec la loi initiale. Rien n'empêche donc qu'ils soient proposés dans de nouveaux textes...

Cette loi constitue donc une attaque sans précédent vis-à-vis des personnes étrangères.

Les partis de gauche PS et Verts, ainsi que les directions syndicales CGT et CFDT, avaient appelé à manifester le 21 janvier contre la loi telle qu'elle avait été adoptée à l'Assemblée - un appel qu'ils avaient tenu à bien séparer de ceux des collectifs de travailleurs sans-papiers. Sans surprise, cette gauche, qui refuse la moindre solidarité avec ceux qui se battent pour la régularisation, a plié les gaules, apparemment satisfaite de la censure très partielle du Conseil constitutionnel.

Mais le combat continue : samedi 3 février, des manifestations ont eu lieu à Paris, Marseille et dans bien d'autres villes pour dénoncer cette loi, d'autres mobilisations sont en préparation.

PAR LYDIE GRIMAL • 05/02/2024

Gaza : Le massacre continue avec le soutien de Biden et Macron

La cérémonie organisée par Macron le 7 février, en hommage aux 42 ressortissants français morts en Israël lors du raid du Hamas, a soulevé une polémique pour savoir si des députés de la France insoumise pouvaient ou non y assister. Qu'est-ce qui les démangeait tant de vouloir en être ? Car, sous prétexte de soulager, au nom de la France entière, la peine des familles des victimes, cet « hommage national » vise surtout à réitérer le soutien inconditionnel de la France à la guerre menée par l'État d'Israël.

Le soutien souligne toute l'hypocrisie du ministre français des Affaires étrangères, qui va prêcher la modération en Israël, demandant qu'il n'y ait « aucun cas de déplacement forcé de Palestiniens, ni en dehors de Gaza, ni en dehors de la Cisjordanie ». C'est la seule chose qu'il craint, tout comme la craint le secrétaire d'État américain Blinken, de retour pour la cinquième fois au Moyen-Orient : que le massacre des Palestiniens par Israël déstabilise la région, entre autres par des exodes massifs vers l'Égypte voisine, qui n'en veut pas, ou vers d'autres pays proches.

Déjà plus de 27 500 morts à Gaza. Plus de la moitié de la population de la bande, soit 1,3 million de Gazaouis, ont fui le nord en ruine pour se réfugier dans la ville de Rafah, à la frontière égyptienne, où les bombardements massifs ont commencé. À cette frontière, l'extrême droite israélienne organise des blocages de l'acheminement d'aide humanitaire dans le but d'affamer Gaza. Le gouvernement israélien, lui, accuse l'UNRWA (l'organisation de l'ONU de secours aux réfugiés palestiniens) d'héberger des partisans du Hamas, et aurait même bombardé un de ses convois le 5 février.

La guerre a ses répercussions dans les pays voisins : indignation des populations,

solidaires du peuple palestinien malgré les liens que leurs propres gouvernements ont noués, sous la houlette des États-Unis et de leurs « accords d'Abraham », avec Israël. Et, de peur qu'elle ne dérape, ce sont les États-Unis eux-mêmes qui l'étendent en bombardant au Yémen pour protéger le trafic commercial en mer Rouge ; en Syrie et en Irak contre les milices islamistes susceptibles de soutenir le Hamas.

En prônant une trêve momentanée, le temps au moins de libérer quelques otages, le chef de la diplomatie américaine, suivi de son homologue français, est à la recherche d'une solution à sa sauce pour l'après-guerre : qu'Israël garde ses Palestiniens dans ses frontières, et qu'on trouve le moyen, pour gérer les ghettos de Gaza et de Cisjordanie, de restaurer l'Autorité palestinienne, celle de l'OLP de Mahmoud Abbas déjà déconsidérée aux yeux des Palestiniens pour sa corruption et sa collaboration avec Israël. Car c'est bien de gestion de ghettos qu'il s'agit, de ghettos qu'Israël s'appête à renforcer : son armée, à Gaza, est en train de raser une bande d'un kilomètre de large le long de la frontière avec Israël pour en faire un no man's land et transformer Gaza en un camp de concentration renforcé, pendant qu'en Cisjordanie se



MANIFESTATION EN SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN | PARIS, JANVIER 2024 | HERMANN CLICK

poursuivent les nouvelles implantations de colonies.

C'est non seulement contre la guerre menée par Netanyahu mais aussi contre la politique de soutien à Israël des États-Unis et tout particulièrement de la France, contre notre propre gouvernement, que nous devons continuer à manifester. Non pas pour une « trêve », mais pour l'arrêt de la guerre, le retrait immédiat des troupes israéliennes de la bande de Gaza, l'arrêt des colonisations en Cisjordanie. La lutte du peuple palestinien pour sa liberté et son droit de vivre, que nous devons soutenir, ne s'arrêtera pas là. Elle né-

cessite bien d'autres combats qui dépassent les frontières d'Israël, hors desquelles vivent déjà des millions de réfugiés palestiniens. Elle concerne tous les peuples pauvres de la région, contre l'impérialisme qui en pille les richesses et contre leurs propres gouvernements qui les oppriment. Une guerre de classe, à laquelle les pauvres d'Israël eux-mêmes se devraient de prendre part, même si l'infime minorité qui, en Israël, s'oppose à la politique de colonisation et à la guerre a bien de la peine à se faire entendre.

PAR OLIVIER BELIN • 06/02/2024

EN ARGENTINE, SEULE LA MOBILISATION POURRA VAINCRE LES PROJETS DE MILEI

Le Parlement adopte la « loi omnibus » du nouveau président Milei, dont la politique est taillée sur mesure pour le FMI. Les syndicats tentent de négocier le poids des chaînes des travailleurs, pendant qu'un mouvement populaire, dans la rue, cherche à coordonner les assemblées locales pour faire dérailler les plans du patronat, en poussant à la grève générale.

Le parlement argentin vote un accord à la « loi omnibus », un texte initial de 664 articles visant à attaquer les services publics, les droits du travail, démocratiques, de genre, etc. Une attaque d'ampleur. Le nouveau président, qui prêchait le passage en force constitutionnel, s'est ravisé, collaborant finalement avec la « caste » politique qu'il prétendait dénoncer. Sa politique, dictée par le FMI, a reçu un tonnerre d'applaudissements au forum de Davos après qu'il a expliqué vouloir réduire l'intervention de l'État à néant pour le profit des grandes entreprises. Avec la complicité de Macron, qui lui apportait son soutien dès son élection en s'affichant avec un maillot de foot dédié par Milei. L'ouverture aux investissements étrangers sans restriction fait l'affaire des grandes multinationales comme Total ou Stellantis. Le géant de l'automobile a racheté 20% de Argentina Lithium & Energy pour s'accaparer le minerai nécessaire à la fabrication de voitures électriques.

SANS LES SYNDICATS, LA RÉPRESSION S'ACCENTUE

Le 24 janvier, en plein été, plus d'un million de travailleurs, majoritairement du public (santé, enseignants, fonctionnaires administratifs, etc.) mais aussi du privé (pneumatique), manifestaient contre la loi omnibus dans toute



JOURNÉE HISTORIQUE DE GRÈVE ET MANIFESTATION, ARGENTINE, 24 JANVIER 2024

l'Argentine¹. Depuis cette mobilisation massive appelée notamment par les centrales syndicales - la première en cinq ans -, les bureaucraties négocient avec l'exécutif pour enrayer les pires articles de ces lois. Cette stratégie de la défaite est commune avec les partis péronistes², précédemment au gouvernement et responsables de l'élection de l'extrême droite.

Face à l'atonie syndicale, un mouvement de gauche radicale s'organise pour se mobiliser dans la rue. Depuis le 30 janvier, des rassemblements se tiennent à travers tout le pays, réprimés par la police qui procède à des détentions arbitraires et passages à tabac de journalistes, militants syndicaux ou de figures ouvrières comme celle de Chiquito Belliboni, porte-parole des piqueteros.

COORDONNER UN MOUVEMENT POPULAIRE À LA BASE

À l'approche de la rentrée (c'est l'été en Argentine), il s'agit de s'appuyer sur ce mouvement pour faire reculer Milei. Des assemblées d'entreprises, de corporations et de quartiers tentent de se massifier et de se coordonner pour peser, indépendamment des centrales syndicales. Une centaine d'assemblées, regroupant chacune environ 200 personnes, ont donné lieu à une « assemblée des assemblées ». Un modèle hérité de l'Argentinazo, sur lequel miser pour construire la grève générale : ce mouvement de 2001, déclenché dans un contexte croissant de pauvreté et de chômage par une crise du système bancaire rendant indisponibles les salaires, avait entraîné la démission de cinq gouvernements successifs.

La question des prix s'annonce aussi explosive. Avec 40% de pauvreté et une inflation annuelle de 200%, les travailleurs peinent à remplir le frigo. À tel point que le troc signe son retour parmi les classes populaires.

PAR LAMINE SIOUT • 05/02/2024

1. Lire : nouveau-parti-anticapitaliste.fr/argentine-la-mobilisation-de-la-rue-remporte-le-premier-round-face-a-milei

2. Courant politique longtemps majoritaire parmi la bourgeoisie argentine, le péronisme revendique un État providence fort et militariste, un idéal de conciliation de classe et de justice sociale.



Femmes de Gaza, femmes de Palestine, c'est l'humanité qu'ils assassinent !

Nous en sommes à 119 jours de massacre dans la bande de Gaza et d'extension de la guerre aux pays voisins.

Bien sûr, le génocide touche l'ensemble de la bande de Gaza mais, à l'approche du 8 mars, journée internationale pour les droits des femmes, on ne peut que faire le constat qu'elles trinquent encore et encore ! Selon un rapport de l'ONU, sur les 1,9 million de personnes déplacées, soit plus de 85% de la population de la bande de Gaza, 1 million sont des femmes. Leur situation quotidienne, de femme, de mère, de soignante est une tragédie. Deux mères sont tuées chaque heure à Gaza.

Sur les 36 hôpitaux de la bande de Gaza, seuls 13 sont encore en partie fonctionnels. Les femmes enceintes, 50 000 dans l'enclave palestinienne et 180 qui accouchent chaque jour, peuvent de moins en moins se rendre à l'hôpital. Elles mettent les enfants au monde sous des tentes, dans des latrines, d'après Médecins sans frontières, avec toutes les conséquences sur leur santé et celle des nourrissons. De très jeunes filles, seules suite au décès de leurs parents, confrontées à la famine, vivent une situation d'insécurité majeure en raison de leur genre.

La journée du 8 mars, cette année, sera marquée par toute notre solidarité envers la Palestine, pour l'arrêt des bombarde-

MOBILISATION EN SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE. BERLIN, JANVIER 2029 | HOSSAM EL-HAMALAWY



ments et de la colonisation. Les femmes de Gaza seront mises en avant ! Non pas parce qu'il y aurait des gradations dans la violence engendrée par les guerres et les massacres, mais la situation des femmes de Gaza incarne cette année toute la violence que la société capitaliste, guerrière et patriarcale, abat sur les femmes. Il faut que notre camp social dans son ensemble se dresse contre le massacre orchestré par l'État d'Israël ; qu'il soit le 8 mars avec les femmes pour leurs droits, leur intégrité, l'égalité, leur choix de disposer librement de leur corps !

PAR ARMELLE PERTUS • 04/02/2024

La guerre, une affaire d'hommes ? Les femmes premières concernées !

Les hommes au front, les femmes à l'arrière, qui tricotent pour eux et font tourner la maison : cette image héritée de la Première Guerre mondiale est dépassée depuis longtemps. Pas seulement parce que les guerres actuelles visent toujours davantage de civils, par des bombardements massifs notamment, et donc les femmes et les enfants. Mais aussi parce que les femmes sont en première ligne : elles combattent elles aussi, elles fournissent nombre de médecins et infirmières, de bénévoles qui interviennent auprès des populations déplacées, certaines militent pour la paix et prennent soin de leurs familles et proches, personnes âgées et enfants. Autant dire qu'elles sont très touchées par les brutalités et les violences de la guerre quand celle-ci arrive. L'invasion de l'Ukraine par la Russie illustre bien cette situation. Un tiers de la population ukrainienne est réfugiée, à l'extérieur comme dans le pays. Parmi eux, neuf réfugiés sur dix sont des femmes et des enfants. De plus, les femmes y sont exposées à des violences sexuelles. En août 2023, on comptait 208 cas identifiés de victimes de violences sexuelles en Ukraine, très majoritairement des femmes. Partie émergée de l'iceberg : de nombreuses femmes ne portent pas plainte quand elles sont violées en temps de paix...

alors en temps de guerre, on peut imaginer ce qu'il en est ! La honte, le sentiment d'inutilité et d'impuissance face à l'impunité des violeurs armés et en uniforme pèsent trop lourd.

Car le viol est une arme de guerre, depuis toujours, dirigée principalement contre les femmes, considérées comme des objets sexuels, et avec pour objectif d'humilier leurs « propriétaires » que sont les hommes du camp adverse. Il est catalogué crime de guerre et crime contre l'humanité depuis 1998. Mais, comme la plupart de ces crimes, il est très peu puni. Notamment à cause de sa nature sexiste et sexuelle. Selon Agnès Callamard, d'Amnesty International, alors que « les femmes sont les plus touchées par la guerre, elles sont exclues des processus décisionnels » et « leurs besoins ne sont ni protégés ni satisfaits ». Il en est donc de la guerre comme de la paix : pour prendre en charge leurs propres besoins comme ceux de tous les autres, il est vital que les femmes, les travailleuses surtout, prennent toute leur part dans ce qui se décide dans la société.

PAR LILIANE LAFFARGUE • 03/02/2024

« JE PRÉFÈRE QU'ON FABRIQUE DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS PLUTÔT QU'ON LES IMPORTE » : LE RN EN RÉVAIT, MACRON LE PROMET !

ALLOCUTION DE MACRON : L'HYPOCRISIE AU SOMMET

Au programme, une politique nataliste à ravir les réactionnaires de tout poil. Sous prétexte de mieux rémunérer les parents en congé - aujourd'hui un congé parental à temps complet est rémunéré 428,71 euros par mois - et de lutter contre l'infertilité, on nous propose six mois de congé naissance et un contrôle de nos ovaires à 25 ans. Faire semblant de se soucier de nos fins de mois et de notre santé alors que des milliards de subventions vont au patronat responsable de l'inflation et que des coupes monstres frappent l'hôpital public, fallait oser ! Au lieu de chercher à contrôler le corps des femmes, il vaudrait mieux rendre les crèches accessibles et gratuites et indexer les salaires sur l'inflation, y compris pour leurs employés !

DES BÉBÉS POUR LES PATRONS...

Macron lorgne du côté des électeurs RN, LR ou de Zemmour, en menant l'offensive réactionnaire qui soutient les attaques patronales. Pour tout ce beau monde, les femmes devraient fournir une main-d'œuvre made in France à exploiter. La défense de la nata-

lité est alors l'occasion d'alimenter la propagande raciste déroulée par le haut : Le Pen, Meloni, Orbán ou Darmanin, préférence nationale, démographie nationale, production nationale... même des bébés !

... ET POUR LA NATION !

La politique nataliste sent les années 1930 où, de Daladier à Pétain, les femmes devaient être des mères pondeuses au foyer, pour la sacro-sainte Nation, quitte à criminaliser les « avorteuses ». Derrière ces politiques sexistes, c'est le même fond nationaliste et militariste : après avoir donné des prolos aux usines, les femmes doivent fournir des soldats aux armées.

Mais les femmes se battent à travers le monde pour leur dignité et leurs droits, comme tous les travailleurs. Les capitalistes ont peur de ces mobilisations qui ébranlent les piliers sexistes de cette société et veulent donc renvoyer les femmes au foyer en alimentant les démagogues réactionnaires. Donnons leur raison d'avoir peur !

PAR ALEXIS MICSHEN • 05/02/2024

EN FRANCE COMME AILLEURS, LES RÉACTIONNAIRES NOUS FONT LA GUERRE !

FAISONS-LES TAIRE !

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 8 MARS !

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

NPA JEUNES

NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.FR @REVOLUTIONNAIRES_JOURNAL @NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE

Les agriculteurs victimes d'une agriculture mondialisée par les multinationales de l'agro-business

Le gouvernement a passé un accord avec les dirigeants de la FNSEA qui ont immédiatement fait lever les blocages. Indemnisation des éleveurs bovins dont les troupeaux ont été frappés par la maladie hémorragique épizootique ; remboursement partiel anticipé des taxes sur le gazole non routier ; gel des mesures restrictives du plan Écophyto sur les pesticides ; diminution des jachères nécessaires pour pouvoir toucher les aides européennes. Enfin, il a fait les gros yeux à la grande distribution en annonçant le renforcement des contrôles sur l'application de la loi Egalim, censée garantir les revenus des producteurs. Reconnaisant en passant qu'il ne faisait pas respecter cette loi jusque-là !

On peut comprendre le soulagement des éleveurs dont les troupeaux ont été atteints par l'épizootie ou la satisfaction de tous pour la baisse du coût des carburants. Mais ce sont les gros qui empocheront le plus, pas les petits agriculteurs à la trésorerie exsangue. Car les mécanismes qui étranglent les petits agriculteurs restent en place et ressortent en fait renforcés.

L'ABERRATION DE LA MONDIALISATION DE L'AGRICULTURE

Les agriculteurs se plaignent de la concurrence « déloyale » des produits d'importation dont les prix sont plus bas, entre autres parce qu'ils ne seraient pas astreints aux mêmes règles que celles édictées par l'Union européenne. C'est oublier que les pays de l'Union européenne, la France en particulier, font partie des plus gros exportateurs de produits alimentaires. Les problèmes posés sont sans doute réels, mais il est impossible de les traiter par le biais des barrières douanières.

Les petits agriculteurs sont pris en étau entre les multinationales qui les fournissent et les circuits de distribution. Avec de plus l'obligation de se couvrir de dettes auprès des banques. Poussés à pratiquer une agriculture intensive, ils courent après les rendements et rejettent tout ce qui les ralentit. D'où les campagnes menées par les dirigeants des organisations agricoles contre les « écolos » et les « normes européennes » qui les « empêcheraient de travailler » en s'opposant à l'usage des pesticides, aux mégabassines, etc.

Mais l'agriculture intensive détruit les sols et appauvrit

les produits alimentaires. De même que la mondialisation dans l'agriculture est un piège pour les paysans des pays pauvres, contraints, pour monétiser leur production, d'abandonner les cultures vivrières pour la monoculture d'exportation.

La mobilisation des agriculteurs a rencontré une large sympathie parmi les travailleurs. Cela pourrait être demain la base d'une union des agriculteurs et des consommateurs, les premiers étant payés une misère pour des produits que les seconds payent fort cher. De même, les agriculteurs auraient tout à gagner à se rapprocher des travailleurs des entreprises œuvrant en amont, ne serait-ce que pour connaître les dangers des produits et leur prix de revient réel.

Une telle union désignerait clairement que les adversaires sont tous ceux qui sont aux commandes du système capitaliste et ferait voler en éclats l'alliance-piège des petits agriculteurs avec les représentants des gros qui dirigent leurs organisations.

PAR LOUIS DRACON ET JEAN-JACQUES FRANQUIER

• 15/01/2024

ENTRE LE MARTEAU ET L'ENCLUME DU SYSTÈME AGRICOLE CAPITALISTE

Les investissements nécessaires aujourd'hui dans n'importe quelle exploitation agricole sont devenus colossaux. Tracteurs toujours plus gros, engrais, pesticides, semences hyper-productives : sur tous les plans, l'innovation agricole a cherché à maximiser la production et les rendements.

Cela fait le bonheur des multinationales, fabricants d'engins agricoles, semenciers et aussi des banques qui enchaînent les agriculteurs par des dettes.

Les groupes Syngenta, Bayer, BASF, Corteva, dont les chiffres d'affaires annuels se comptent en milliards de dollars (13 pour Syngenta en 2021), se partagent à eux seuls plus de la moitié de la production de pesticides dans le monde et pèsent de tout leur poids contre l'interdiction de leurs produits. Les groupes Syngenta et Bayer (Monsanto) développent également les variétés de semences qu'ils vendent cher aux agriculteurs, et dont la reproduction à des fins commerciales est interdite, ce qui les oblige à en racheter tous les ans.

Derrière les agriculteurs, il y a donc une multitude d'acteurs qui bénéficient du modèle actuel. Mais il y a également tout l'aval de la chaîne de production alimentaire qui met une pression énorme pour continuer à produire, et qui dicte ses prix. L'industrie agroalimentaire, la coopération agricole,

instance qui regroupe les coopératives agricoles de France, et la grande distribution, imposent des quantités de production pour des prix d'achat dérisoires aux agriculteurs. Sur un blocage de l'usine Président (Lactalis) de Bouvron, en Loire-Atlantique, des éleveurs laitiers dénonçaient des prix d'achat imposés par l'entreprise bien en dessous des revendications : « Nous demandons une augmentation de 5 % du prix du lait, Lactalis impose 1 % », relate un responsable local de l'Union nationale des éleveurs livreurs Lactalis (Unell).

La FNSEA et les chambres d'agriculture sont le relais de ces grands groupes et de leurs intérêts auprès des agriculteurs, qu'ils poussent dans la fuite en avant destructrice du capitalisme agricole.

PAR JEAN EINAUGIG • 05/02/2024

AGRICULTURE INTENSIVE : POLLUTION ET MALBOUFFE !

L'interlocuteur du gouvernement, la FNSEA, s'est dit satisfait de la mise à l'arrêt du plan Écophyto et de la mise au pas des instances chargées du contrôle sanitaire et environnemental.

Lancé en 2008, Écophyto visait une réduction de l'usage des pesticides de 50 % en dix ans. En 2015, Écophyto II réaffirmait cet objectif pour l'horizon 2025, avec une réduction de 25 % et un engagement de sortie du glyphosate pour 2020. L'herbicide de Bayer-Monsanto reste le plus utilisé en France comme dans le monde, alors qu'il est classé comme cancérigène probable depuis 2015 par le Centre de recherche international sur le cancer.

On était donc loin des objectifs, mais Écophyto reposait sur un indicateur de la contamination de l'environnement, le nombre de doses unitaires (Nodu), que le gouvernement

veut faire disparaître au profit d'un indice moins fiable et qui serait co-construit... avec la FNSEA. Cette dernière a participé à la construction d'un modèle d'agriculture productiviste afin d'imposer la France comme une puissance agricole à l'échelle internationale. Un modèle juteux qui se maintient en broyant la santé des agriculteurs et des populations, sans parler des écosystèmes : l'abus des pesticides a provoqué une hécatombe chez les insectes, menaçant la biodiversité. Mais, pour la FNSEA et le gouvernement, il est plus facile de blâmer les normes environnementales que le système. Le jackpot pour l'agro-business qui accroît la dépendance des agriculteurs à leur égard.

À l'appauvrissement des sols il faut ajouter l'effet de dilution : les minéraux des champs sont répartis sur une plus grande quantité de produits du fait de l'augmenta-

>>

Quelques chiffres sur l'agriculture

NOMBRE D'EXPLOITATIONS EN BAISSE

1970 : 1 587 000
2020 : 390 000

SURFACES QUI S'AGRANDISSENT

1970 : surface moyenne 19 ha.
2020 : surface moyenne 69 ha.

UN MODÈLE QUI FAVORISE LES GROS ET FAIT DISPARAITRE LES PETITS

Entre 2010 et 2020, le nombre des micro-exploitations, par exemple, a baissé de 31 %.

BEAUCOUP

D'AGRICULTEURS PAUVRES
25 % des agriculteurs vivent sous le seuil de pauvreté.

OUVRIERS AGRICOLES SAISONNIERS : LES OUBLIÉS...

Tout en bas de l'échelle, il y a plus d'un million d'ouvriers agricoles, souvent saisonniers, disposant de CDD de trois mois - avec, pour les saisonniers venus de pays hors Union européenne, des dates impératives de retour. Mais aussi les travailleurs sans papier trouvant ainsi à s'embaucher.

Les ouvriers agricoles sont soumis à des CDD de trois mois, sans prime de précarité, un type de contrat où l'employeur s'exonère de toutes les obligations légales vis-à-vis des salariés : absence de remise de contrat signé, de bulletins de paie, de relevés horaires, etc.

Comment faire appel aux autorités, quand on n'a pas de papiers, pour contraindre son patron à respecter le droit du travail et à payer en totalité les salaires dus ?

Les ouvriers agricoles étaient les grands absents des revendications des agriculteurs ! Et pour cause : la FNSEA organise leurs patrons ! Alors qu'ils ont un rôle-clé à jouer aux côtés des ouvriers de l'agro-alimentaire pour réorganiser la production alimentaire en fonction des besoins sociaux.

PAR THIERRY PERENNES • 05/02/2024



» Voir sur notre site l'article sur les travailleurs sans papiers employés dans la cueillette du « coco » de Paimpol.

nouveaupartianticapitaliste.fr



BARRAGE D'AUTOROUTE. | JANVIER 2024 | KALOUKA10, SOURCE : WIKIPEDIA

» tion des rendements, ce qui rend chaque produit plus pauvre. Ainsi, par rapport à 1945, les fruits et légumes présents dans l'assiette d'un Anglais contiennent 52 % de sodium en moins, 50 % de fer en moins, 49 % de cuivre en moins, 10 % de magnésium en moins et moins de vitamines. Il faut donc manger davantage pour satisfaire les mêmes besoins alimentaires, sauf que cela fait aussi ingérer plus de matières grasses.

Le problème de l'obésité n'est donc pas seulement celui des fast-foods, mais de toute une chaîne de production qui ruine la santé de l'agriculteur, détruit les écosystèmes, les sols et, finalement, nos organismes...

PAR FLORA MARILLA ET LOUIS DRACON

• 15/01/2024



HAUTE-GARONNE

LA POLITIQUE AGRICOLE EUROPÉENNE SERT SURTOUT LES GROS DE L'AGRICULTURE

Le monde agricole a pu paraître uni dans les blocages, mais il y a un gouffre entre d'un côté les céréaliers de Beauce ou les betteraviers de l'Oise, et, de l'autre, les éleveurs ou les maraîchers qui survivent sur de petites exploitations.

La France est le pays qui reçoit le plus d'aides européennes au titre de la PAC, mais c'est proportionnellement aux surfaces exploitées que ces aides sont réparties par un organisme étatique, l'Agence de service et de paiement : les plus grosses exploitations sont celles qui touchent le plus... 20 % des agriculteurs possèdent 52 % des terres agricoles et touchent 35 % des aides européennes.

Les organisations agricoles

LA FNSEA ET SON APPENDICE CHEZ LES JEUNES, LE CNJA

Le président de la FNSEA est un capitaliste de l'agrobusiness : Arnaud Rousseau dirige en effet le groupe Avril (Lesieur, Puge). Lors des élections aux chambres d'agriculture de 2019, ces deux syndicats, alliés pour l'occasion, réunissaient 55 % des voix, leur assurant une position incontournable dans la cogestion des affaires agricoles avec les pouvoirs publics. Ces deux formations entretiennent les meilleures relations avec la droite parlementaire.

LA COORDINATION RURALE, LA MOUVANCE « BLEU-BLANC-ROUGE »

Ce syndicat (21 % en 2019) est issu de la matrice FNSEA. Les thèmes revendiqués, la souveraineté agricole, la lutte contre l'Europe et le déclassement, en font une organisation poreuse et perméable aux idées « nationales ».

LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE, UNE GAUCHE MINORITAIRE DANS LA PROFESSION

Syndicat héritier des « travailleurs pay-

sans » (20 % en 2019), défenseur d'une « agriculture paysanne », il s'est construit dans une opposition constante au syndicalisme majoritaire. Syndicat de contestation, il s'inscrit volontiers dans les luttes écologiques. Ce qui lui vaut la haine farouche de la FNSEA qui a demandé son exclusion des chambres d'agriculture pour appels à la violence avec les Soulèvements de la Terre. Pour nombre de ses militants, la simple cohabitation dans une manifestation avec des adhérents FNSEA est tout bonnement impossible.

LE MODEF, ANECDOTIQUE, MAIS ENCORE VIVANT

Cette petite formation (2 % en 2019), essentiellement implantée dans le Centre et le grand-Ouest, créée en 1959 d'une scission de la FNSEA, est souvent présentée comme proche du PCF. Elle a rejoint les barrages même quand ils étaient animés par la FNSEA...

PAR MARTY LETTERIEN • 05/02/2024

Dans la fosse à lisier des idées de l'extrême droite

Le Rassemblement national (RN) met en avant ce qu'il appelle une « écologie du bon sens » face à une « écologie punitive » venue de Bruxelles. Jordan Bardella avance le mot d'ordre de la « souveraineté alimentaire ». Manger « français », quitte à ce que nos assiettes soient pleines de pesticides !

Le RN met en avant le localisme : rejeter tout ce qui vient de l'étranger, c'est le pendant « écologique » à son agenda xénophobe. Il propose une « exception agricole » pour exclure le secteur agricole des accords de libre-échange. Consommation locale et protection qualitative n'ont rien d'aberrant en eux-mêmes... L'internationalisation de certaines productions agricoles non plus. Par contre, l'extrême droite ne dit rien sur l'accumulation capitaliste d'une industrie agro-alimentaire qui, justement, prospère sur un marché agricole mondialisé. Rien sur l'agriculture intensive qui rend les sols infertiles, ni sur les pesticides qui les empoisonnent. Protectionnistes à l'encontre de la production des autres pays, et libre-échangistes pour ses propres marchandises quand on les vend à l'international : voilà un refrain nationaliste, cette prétendue « économie du bon sens », qui arrange les gros producteurs agro-alimentaires, qui font une bonne partie de leurs profits à l'exportation !

PAR MARTIN ÉRAUD • 05/02/2024

POUR NOURRIR LA POPULATION EN FRANCE ET DANS LE MONDE : REMETTRE EN CAUSE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE !

Selon le rapport 2023 de l'ONU, l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, la faim touchait 9,2 % de la population mondiale en 2022, contre 7,9 % en 2019. En 2021, plus de 3,1 milliards de personnes dans le monde (soit 42 %) n'avaient pas les moyens de s'alimenter sainement.

Pour nourrir la population mondiale, il faut produire 150 kilogrammes de céréales par personne et par an ; la production mondiale actuelle se situe au-dessus de 330 kilogrammes. On pourrait donc déjà nourrir à l'heure actuelle plus de deux fois la population.

Un nombre grandissant de petits paysans et ouvriers agricoles dans le monde n'ont tout simplement pas les moyens de s'en sortir... un point commun avec les travailleurs des villes !

En laissant le contrôle de l'agriculture entre les mains des multinationales, on en arrive à des absurdités comme le Royaume-Uni qui exporte du poulet vers les Pays-Bas... pendant que les Pays-Bas exportent du poulet vers le Royaume-Uni !

Pour donner les moyens à toutes et tous de se nourrir suffisamment et sainement, il faut mettre en cause la propriété privée, y compris de la terre et des moyens de production agricoles. Partir des besoins sociaux implique de rationaliser à l'échelle nationale et internationale la production et la distribution des moyens de nourrir la planète.

PAR XAVIER MCBAIN • 04/02/2024

TRANSPORT MOBILISATION DES ATELIERS SNCF : DU PLAT DE RÉSISTANCE AU PLAT DE LENTILLES ?

Le cri de colère des petits agriculteurs, ne parvenant plus à vivre de leur travail, a trouvé un écho profond chez bien des salariés du pays. Car si, pour certains, c'est le prix de vente qui pose problème, pour la grande majorité des salariés, c'est le prix d'achat ! Sauter des repas, parfois même au boulot, choisir les pièces prioritaires à chauffer chez soi, manger mais jamais vraiment correctement. Autant de situations devenues quotidiennes et néanmoins insupportables. Le début de l'année 2024 voit donc fleurir un certain nombre de mobilisations pour sortir la tête de l'eau.

COLÈRE DES OUVRIERS DE MAINTENANCE SNCF

Parmi elles, celles des ouvriers des ateliers de maintenance des trains SNCF. Dans ces usines, dites « technicentres », les salaires sont les plus bas, les cadences sont réglées par la productivité à tout prix et les accidents du travail estropient. Les salariés embauchés y côtoient les intérimaires comme dans n'importe quelle usine du privé. Alors, pour se faire entendre, on y emploie les mêmes méthodes !

C'est ainsi que des débrayages de plusieurs centaines de travailleurs ont eu lieu le 9 janvier dernier à l'appel des syndicats SUD-Rail des technicentres TGV de région parisienne. D'autres technicentres se sont mobilisés, comme celui d'Hellemmes dans les environs de Lille. Une centaine d'ouvriers ont débrayé le mardi 16 janvier. Suite aux prises de parole syndicales, ce sont les ouvriers qui se sont exprimés. Ce sont surtout les salaires qui revenaient sur la table. Pour les intérimaires, l'embauche revient à une perte de salaire de plus de 500 euros par mois, plus la perte des primes. Ce qui explique pourquoi beaucoup sont déjà partis. Pour ceux qui ont signé, faute de mieux, la direction est restée intransigeante, refusant toute négociation. Les autres agents ne sont pas en reste avec une augmentation insultante de 1,8 % lâchée aux dernières négociations nationales.

ET LÀ, C'EST LE DRAME !

Ces débrayages se multipliant, les syndicats SUD-Rail appelaient à une grève reconductible à partir du 6 février, pour une augmentation de 400 euros pour tous. La grève s'est préparée, les cheminots ont déposé leur déclaration d'intention de faire grève laissant entrevoir une journée du 6 avec des

taux dépassant les 80 % de grévistes dans bon nombre d'endroits. Et puis, patatras !

Quelques jours avant, sans même consulter l'ensemble des syndicats de base lancés dans la bataille, la direction de SUD-Rail décide d'annuler la grève. La raison ? Des augmentations sur certaines primes obtenues lors de négociations. Des primes bien souvent liées au travail de nuit ou de week-end. Bref, bosser plus, ou plus durement, pour gagner plus. Pas de quoi crier victoire et encore moins annuler une grève prometteuse. À moins qu'il s'agisse désormais de simplement voter SUD aux prochaines élections, comme le propose un nouveau logo apparu en bas des tracts... Belle démonstration du comportement qu'adoptent bien des directions syndicales, à SUD, à la CGT ou ailleurs, qui considèrent les travailleurs comme masse de manœuvre et leurs grèves comme moyens de pression pour les négociations au sommet. Pas question d'engager un quelconque bras de fer, même quand la « vapeur » est pourtant au rendez-vous.

DIVISER POUR MIEUX LUTTER ?

La direction de SUD-Rail n'en est pas à son coup d'essai en matière d'annulation de grève. La grève des aiguilleurs en 2022 a été vendue pour un plat de lentilles : une prime circulation de 60 euros brut par mois. Ce syndicat remet donc le couvert, appelant les aiguilleurs de nouveau à la grève les 23 et 24 février. Soit pile une semaine après l'appel à la grève pour les contrôleurs les 16, 17 et 18 février. Chacun sa grève, chacun son chemin ?

Que les travailleurs s'emparent de ces dates et aillent chercher leur dû est nécessaire. Mais le corporatisme aura vite ses limites, surtout pour arracher de véritables augmentations de salaire. L'étape d'après nécessitera de prendre nos affaires en main, à la base, dans des assemblées générales de grévistes décidant de la conduite du mouvement.

Dans d'autres secteurs, la colère s'exprime également. Dans les ateliers RATP, une grève est prévue le jeudi 8 février, rejointe par les syndicats CGT des trams et bus. De même à La Poste, où des débrayages dans les usines de tri se développent. Autant de points d'appui pour esquisser les contours d'une politique pour un véritable « tous ensemble ».

CORRESPONDANTS • 03/02/20234

AUTOMOBILE USINES STELLANTIS-PSA : DES DÉBRAYAGES POUR DÉFENDRE NOS CONGÉS

500 grévistes à PSA Caen le 30 janvier, 500 à PSA Hordain le 26 janvier, avec poursuite de la grève le lundi 29, 200 puis 150 grévistes les 26 et 30 janvier à PSA Sochaux... Ces derniers jours les débrayages se sont multipliés dans les usines PSA à la suite du débrayage de 100 salariés à PSA Poissy le 15 janvier.

Cette année pour des raisons de rentabilité, la direction tente d'imposer deux semaines de congés accolées en été au lieu de trois : pas le temps de se reposer, d'être en famille, pas possible d'aller loin à l'étranger... L'enjeu pour la direction est aussi de faire comprendre aux salariés que dorénavant elle veut imposer le minimum légal (deux semaines en été) pour que les congés deviennent des variables d'ajustement en fonction d'impératifs, parfois difficilement prévisibles, de production.

À PSA Poissy par exemple, la direction veut positionner une semaine de congés fin octobre ou en décembre à la place d'une semaine de chômage, pour faire des économies. Ce vol d'une semaine de congés pour la mettre quand ça n'intéresse quasiment personne rend furieux les salariés. La vague de débrayages a fait reculer la direction sur plusieurs sites : à PSA Hordain, PSA Rennes et la plupart des secteurs de PSA

Mulhouse, il y aura trois semaines de congés en été, la quatrième semaine restant à disposition des salariés.

À PSA Poissy, dans la quasi-totalité des secteurs, la direction a cédé sur les trois semaines mais continue de vouloir voler une semaine de congés. Pour le seul secteur de l'emboutissage, la direction a maintenu les deux semaines de congés, ce qui a déclenché deux débrayages le 29 janvier dans deux équipes de la quasi-totalité du personnel du secteur. Les ouvriers ont obligé les responsables à venir s'expliquer et ont envoyé balader la responsable des ressources humaines en lui demandant de venir travailler en août sur les presses avec ses amis syndicalistes qui signent des accords pourris. Ils ont ensuite défilé au montage pour s'adresser à leurs collègues. La direction leur a finalement accordé trois semaines de congés aussi.

Le bras de fer est encore en cours sur plusieurs sites. Tous ces premiers débrayages ont déjà amené des victoires, mais la bataille pour que les salariés conservent la main sur leurs congés est loin d'être finie, car on sent tous que la direction reviendra aussi à la charge les années suivantes. On l'attend de pied ferme.

CORRESPONDANTS • 05/02/20234

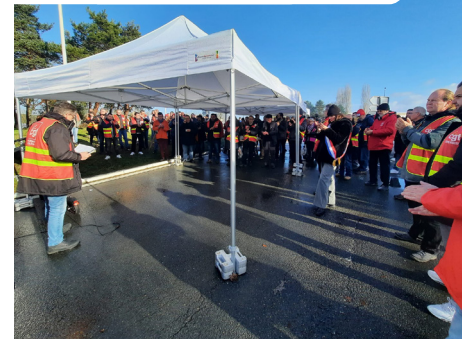
AUTOMOBILE DU CHEVAL VAPEUR AU CHEVAL ÉLECTRIQUE, RENAULT VEUT FAIRE PAYER LA CONVERSION AUX TRAVAILLEURS



» Retrouvez l'article complet sur notre site :

nouveaupartianticapitaliste.fr

RASSEMBLEMENT CONTRE LE LICENCIEMENT DE MATHIEU RENAULT CLEON, JANVIER 2024 | CORRESPONDANT



Renault filialise à tout va. Et même si ses opérations financières sont des fiascos – la filiale Ampere dédiée à l'électrique n'a pas fait son entrée en bourse comme prévu par le PDG Luca de Meo –, ce démantèlement est utilisé pour tenter de diviser les salariés et peser sur le rapport de force. Accords locaux supprimés, mise en place d'une « clause du grand-père » ou d'un système à deux vitesses dans lequel les nouveaux embauchés ont de moins bonnes conditions que les anciens...

Ces attaques s'accompagnent d'une répression contre les militants combattifs : récemment, un militant CGT de l'usine de Cléon (Seine-Maritime) a été licencié sous un prétexte fallacieux. Comme quoi, les vieilles méthodes patronales de répression accompagnent volontiers le progrès technologique. Puisqu'il faut s'inspirer de la concurrence, la grande grève des ouvriers de l'automobile cet automne aux États-Unis montre que dans ce virage vers l'électrique dicté par les constructeurs, les salariés ne sont pas condamnés à rester au bord de la route !

CORRESPONDANTS • 04/02/2024

CORRESPONDANT



KEOLIS NON À L'INTIMIDATION DES MILITANTS OUVRIERS



CORRESPONDANT

La direction de Keolis Porte des Alpes (KPA) a convoqué mardi 6 février en entretien disciplinaire Pierre Fabre, élu CGT au sein de l'entreprise et secrétaire de l'UL CGT Pont-de-Chéry. Sous un prétexte, la direction cherche à intimider un militant combatif. Elle n'a toujours pas digéré la grève victorieuse pour les salaires de l'an dernier dans l'entreprise et s'en prend successivement à tous ceux qui relèvent la tête et s'organisent. Les NAO démarrent le 7 février à KPA, la direction choisit de les inaugurer par un énième coup de pression. Mais la pression, elle va dans les deux sens. C'est pourquoi un rassemblement déterminé de plus de trente personnes, salariés de l'entreprise comme militants du Nord-Isère a eu lieu pour soutenir Pierre et pour dire stop aux intimidations des travailleurs qui luttent.

CORRESPONDANT • 06/02/2024

À Paris-Musées, deux veilleurs de nuit victimes de racisme sont menacés de sanctions !

Aux réserves du Palais Galliera, musée de la mode qui dépend de la ville de Paris, deux veilleurs de nuit sont actuellement en mise à pied conservatoire : ils ont été la cible de propos racistes de la part de leur chef mais c'est eux que la ville veut sanctionner ! Suite à un désaccord lors de leur prise de poste fin novembre, leur encadrant lâche : « Vous les Noirs, vous voulez pas travailler. » Choqués, les deux agents lui demandent de sortir, décident de porter plainte, de prévenir les syndicats et la médecine du travail. Mais quelques jours plus tard, ils sont suspendus et reçoivent des convocations pour des entretiens disciplinaires ! L'encadrant a porté l'affaire à la direction, et malgré le signalement interne et la plainte au commissariat des deux veilleurs, c'est lui que la DRH écoute.

Ça tombe bien pour Paris Musées : depuis quelques années, les sanctions pleuvent sur les agents d'exécution. Dès que possible, on révoque ou on met à pied. Et pour cause : dans les musées, la hausse de la fréquentation et l'intensification du travail vont de pair avec une baisse du nombre d'agents de catégorie C. Pour faire marcher la machine coûte que coûte, il faut faire peur, et la politique disciplinaire agressive sert à ça. Avec cette affaire, la DRH pensait



CORRESPONDANT

pouvoir faire un nouvel exemple. C'était sans compter sur l'équipe de la sécurité incendie des réserves, qui s'est mobilisée : trois jours et trois nuits de grève, un rassemblement devant l'Hôtel de Ville, une pétition en ligne... une grande solidarité ! Avec l'aide d'une équipe syndicale CGT dynamique, ils ont pu mettre en place un mouvement qui a contraint l'administration à lancer (deux mois plus tard !) une enquête sur les propos racistes de l'encadrant. Les agents restent mobilisés et prévoient de poursuivre leur mouvement tant que leur revendication n'est pas obtenue : l'abandon des poursuites disciplinaires pour Bruno et Ibrahima !

CORRESPONDANTS • 04/02/2024

LA POSTE - PIC DE CESTAS DÉBRAYAGES À RÉPÉTITION

Au cours du mois de janvier, les postiers qui trient le courrier à la plateforme industrielle de Cestas, à côté de Bordeaux, ont multiplié les débrayages d'une heure. En tout, 75 collègues ont participé au moins une fois aux huit débrayages. Particulièrement mobilisés dans la brigade du matin, les grévistes mettent en avant la question des salaires en demandant 400 euros de plus sur la fiche de paie.

LA SOLIDARITÉ DANS L'ACTION

Ces débrayages ont permis de multiplier les discussions entre collègues et de s'affirmer comme un groupe solidaire les uns des autres. La direction leur a systématiquement proposé de rencontrer une délégation. Mais comprenant qu'il n'y avait aucune proposition concrète à attendre de ces rencontres, les grévistes ont décidé à plusieurs reprises de laisser mariner les hauts-cadres dans leurs bureaux et de rester groupés entre travailleurs.

S'ADRESSER AUX POSTIERS DES AUTRES PICs

La question de l'extension du mouvement s'est posée assez vite dans les discussions. Car pour obtenir des augmenta-



CORRESPONDANT

tions substantielles, de nombreux postiers ont conscience qu'il faudra un mouvement général, dans toutes les PICs et bien au-delà. Les grévistes ont donc mis à contribution les précieuses heures gagnées sur la production pour s'adresser aux autres postiers, à travers des vidéos qui appellent à amplifier le mouvement. Le message a rapidement tourné dans certaines des 26 PICs de France, avec la proposition de faire des débrayages communs le 6 février.

LE 6 FÉVRIER, ON DÉBRAYE ET LE 15 ON CONTINUE

Le mouvement ne touche pour le moment qu'une minorité, même à Bordeaux, et la possibilité que la grève s'étende reste incertaine. Pourtant, les grévistes de Bordeaux ont montré que des postiers pouvaient s'adresser directement à d'autres postiers, à plusieurs centaines de kilomètres de distance. Et qu'à seulement 75 grévistes, ils pouvaient raviver l'idée que la colère devient vite contagieuse. Ce petit élan est déjà

venu secouer l'apathie des directions syndicales, notamment de la CGT Fapt qui s'est empressée d'appeler à une date de grève sur les salaires le 15 février. Une nouvelle date après celle du 6 février qui ne peut qu'encourager à poursuivre le mouvement.

CORRESPONDANT • 16/01/2024

Plus d'articles et de brèves des premières lignes à lire :



nouveauparticantcapitaliste.fr

Le 9 juin prochain, un petit geste électoral, pour l'urgence d'une révolution !

Notre NPA sera présent dans les prochaines élections européennes du 9 juin. Nous sommes un petit parti, mais notre liste de travailleurs et de jeunes aura à cœur d'être la voix des exploités et des opprimés d'un continent qui compte plus de 400 millions d'électeurs. D'être le mégaphone des colères et des luttes, mais aussi de la conscience et des perspectives révolutionnaires du monde du travail.

MÉGAPHONE DES COLÈRES : VIVRE ET PAS SURVIVRE !

En 1847 (presque deux cents ans déjà !), Karl Marx soulignait dans son célèbre *Manifeste du Parti communiste* que, sous le joug du nouveau système de production capitaliste, « La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat ». Cette polarisation est bel et bien là ! D'un côté les grandes fortunes et patrons multinationaux, qui se partagent et se repartagent féroce-ment les marchés, y compris par la puissance des armes des grands États impérialistes et leur arsenal idéologique d'extrême droite, très « tendance » aujourd'hui, partout sur le continent et dans le monde. De l'autre côté, la grande masse des travailleuses et travailleurs, qu'ils soient en activité (souvent précaire) ou condamnés au chômage. Un nombre croissant d'entre eux est en survie avec des salaires, des pensions et des indemnités minés par l'inflation et les « réformes » iniques qui se succèdent, contre les retraites, contre l'indemnisation du chômage. Droits et acquis sociaux sont amputés en matière d'éducation, de santé, de logement, de transports, d'environnement et de bien d'autres services vitaux qui devraient être gratuits. On parle de « tri social » à l'école, de « ségrégation sociale » dans les villes, d'inégalités sociales qui se creusent : oui, bourgeois d'un côté, prolétaires de l'autre. Bien vu, Marx ! Bien vu aussi d'avoir souligné la nécessité pour les travailleurs de tous les pays de s'unir !

Aux travailleurs du continent européen, **notre liste proposera de s'unir dans la lutte :**

- **Pour l'augmentation des salaires**, contre l'inflation, 400 euros pour tous, pas de salaire inférieur à 2000 euros !
- **Pour la gratuité et la qualité des services publics** de santé, d'éducation, de logement...
- **Pour un monde meilleur** débarrassé de l'exploitation capitaliste et des oppressions qu'elle charrie, que pour notre part nous appelons le communisme...

MÉGAPHONE « J'ACCUSE » LES RACISTES, LES NATIONALISTES, LES PROTECTIONNISTES...

La droitisation politique, l'invasion de préjugés sexistes, racistes et xénophobes, n'est pas la réaction spontanée des classes



HERMANN CLICK

populaires à l'accentuation de leurs difficultés. Elle est impulsée et entretenue par les classes dominantes, à travers les partis politiques institutionnels qui les représentent, à commencer par Macron et son ministre Darmanin, qui mènent campagne contre les migrants, immigrés et plus généralement les étrangers, les présentent à la suite des Le Pen et des Ciotti comme des délinquants ou responsables de l'appauvrissement des classes populaires dites « françaises ». Infâme tentative de diversion pour masquer la responsabilité du grand patronat et de l'État à son service ! Car ce ne sont pas les immigrés qui ont repoussé de deux ans l'âge de départ en retraite, pas eux qui rognent l'indemnisation du chômage, pas eux qui bloquent les salaires... Nous voilà pourtant avec une Europe forteresse hérissée de murs et de barbelés contre les hommes et les femmes des autres continents, tandis que ses multinationales continuent à exploiter la planète, ses marchandises à circuler, avec ou sans barrières douanières, pour des profits qui font presque seuls la loi.

Aux travailleurs du continent européen, **notre liste proposera de s'unir dans la lutte :**

- **Travailleurs français, immigrés, contre de mêmes patrons, mêmes combats !**
- **Ouverture des frontières, libre circulation des hommes !**
- **À bas l'Europe forteresse, travailleurs de tous les pays, unissons-nous !**

MÉGAPHONE DES LUTTES DES « PREMIÈRES LIGNES » : C'EST NOUS QUI TRAVAILLONS, C'EST NOUS QUI DÉCIDONS !

Cette entreprise de diversion et division raciste est une réponse à la crise d'un système politique qui a vu l'effondrement de l'alternance gauche-droite, par intégration quasi-totale au système des directions politiques et syndicales de la gauche. C'est aussi une arme politique pour réprimer ou prévenir les réactions et les luttes. Ou le tenter ! Ainsi, en pleine bataille des retraites, Macron lâchait son chien Darmanin pour polluer le débat

politique avec sa loi contre les immigrés. À la suite de la flambée des jeunes de banlieues contre les violences policières et la mort de Nahel, il lâchait Attal contre les abayas. Puis, en contrefeu aux manifestations de celles et ceux qui se sont dressés contre les massacres génocidaires de l'État d'Israël contre Gaza, Macron a lancé ses accusations diffamantes, d'apologie du terrorisme et d'antisémitisme. Mais les travailleurs ne sont pas aveuglés ni paralysés. Le mouvement des retraites, les révoltes de la jeunesse, les manifestations qui continuent d'une fraction de la classe ouvrière en solidarité avec la Palestine (parce que les mêmes qui exploitent ici, bombardent et affament en Palestine), les grèves nombreuses sur les salaires qui n'ont pas cessé en deux ans d'inflation, puis la flambée paysanne qui a réchauffé l'atmosphère et a très certainement encouragé la colère des enseignants... c'est l'actu et ça le reste ! Et Macron et ses amis patrons ont du souci à se faire, car ces colères, si elles ont des causes sociales, ont quelques racines politiques. Dans bien des milieux populaires, y compris dans une partie de la petite bourgeoisie germe l'idée d'éradiquer un système où les profits pourrissent les vies et où ceux qui produisent n'ont pas une once de pouvoir de décision.

Ce que notre liste dira haut et clair aussi :

- **C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !**
- **Urgence, révolution !**

Pour mener cette campagne, que nous aurions bien aimé être commune à différents courants d'extrême gauche, nous sommes preneurs de toutes les aides et toutes les bonnes volontés. Prenez contact avec nous !

2^{ÈMES} RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRE
RÉSERVEZ LES DATES :
DU 24 AU 28 AOÛT

Sélection culture

CINÉMA

THEY SHOT THE PIANO PLAYER

DE FRANCISCO TRUEBA ET JAVIER MARISCAL

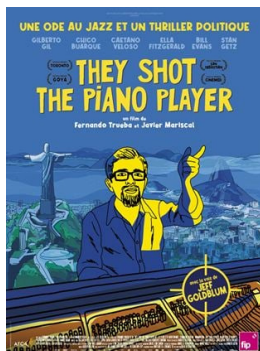
Film d'animation des auteurs espagnols Fernando Trueba (réalisateur) et Javier Mariscal (dessinateur)

Un journaliste américain spécialiste de musique découvre un pianiste brésilien virtuose, Francisco Tenório Junior, disparu en 1976 à Buenos Aires. Deux pistes : celle d'une période de liberté créatrice qui a vu la naissance de la bossa nova (nouvelle vague) à la fin des années 1950, musique brésilienne inspirée du jazz américain et des rythmes de la musique populaire brésilienne. Mais aussi celle de l'histoire de l'opération Condor, menée par le gouvernement des États-Unis et la CIA, destinée à appuyer l'installation de régimes dictatoriaux un peu partout sur le continent. En Argentine, l'armée avait investi les rues plusieurs jours avant le coup d'État du général Videla du 24 mars 1976. Le pianiste Tenório a disparu la nuit du 18 mars. 50 000 personnes ont ainsi été torturées et assassinées entre 1975 et 1983.

Un film original dans sa forme et par son sujet. Avec une bande-son superbe, surtout quand on aime la bossa !

>> Version longue de la critique sur notre site : nouveaupartiantcapitaliste.fr/thematiques/culture

PAR LILIANE LAFFARGUE • 03/02/2024



MOI, CAPITAINE

DE MATTEO GARRONE

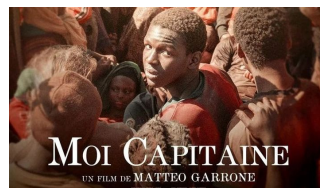
Moi, capitaine, de Matteo Garrone, suit l'histoire de deux jeunes migrants sénégalais, Seydou et Moussa, qui partent pour l'Europe avec six mois de salaire en poche. On suit leur épopée à travers le Mali, le Niger, le Sahara et la Libye, jusque la traversée de la Méditerranée pour la Sicile.

Les deux amis sont séparés lors de leur traversée du Sahara, dépouillés par l'armée. L'un est emmené en prison, l'autre tombe dans un guet-apens monté par une mafia libyenne, et est vendu comme esclave. Ils parviennent à se retrouver plus tard... Le film montre le système bien huilé entre les garde-frontières, les élites locales, les milices rebelles, les « passeurs », qui tous cherchent à tirer un maximum d'argent des migrants et leur font vivre un véritable enfer. Les pays européens, au premier rang desquels la France, financent directement ou de fait, tous ces réseaux de malfrats.

Mais le film n'est jamais pleurnichard. Entre migrants, ce n'est pas l'accablement, on s'amuse aussi, on rit. Et l'on pratique cette solidarité sans laquelle rien ne serait possible. Quant au spectateur, il sort du film avec la rage au ventre !

L'histoire de *Moi, capitaine* s'appuie sur le témoignage de deux Sénégalais que le réalisateur a rencontrés en Sicile dans un camp pour mineurs réfugiés. Il s'agit donc d'une histoire vraie, celle de dizaines de milliers de nos voisins et de nos collègues de travail, présents ou futurs.

PAR FRED BAILHAU • 03/02/2024



LA ZONE D'INTÉRÊT

DE JONATHAN GLAZER

Ce film se déroule à Auschwitz, (l'expression « zone d'intérêt » est celle utilisée par les nazis pour parler du périmètre de 40 km² entourant le camp) en 1942-43. Mais nous ne voyons pas l'intérieur du camp ni les déportés. Le film se place du point de vue de Rudolf Hoess, directeur du camp, qui a mis en place les conditions industrielles de l'extermination, et de sa petite famille, qui vit dans une coquette villa. Des scènes de leur vie quotidienne nous les montrent, travaillant, jardinant... Le tout avec les fumées des crématoriums, rougeoyantes la nuit en arrière-plan. Et surtout avec les bruits du camp.

De quoi faire réfléchir sur les aveuglements collectifs qui permettent à des populations de vivre alors que des atrocités sont en cours. Un film glaçant mais passionnant, qui promet des débats à la sortie, et qui peut ne pas plaire !

>> Version longue de la critique sur notre site : nouveaupartiantcapitaliste.fr/thematiques/culture

PAR LILIANE LAFFARGUE • 03/02/2024



UN RECUEIL DE TEXTES, PLUS QUE JAMAIS ACTUEL : ANTISIONISME, UNE HISTOIRE JUIVE

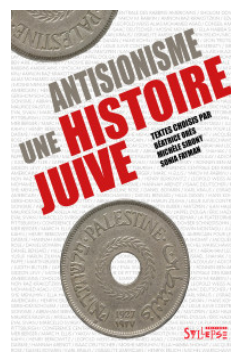
TEXTES CHOISIS PAR BÉATRICE ORÈS, MICHÈLE SIBONY ET SONIA FAYMAN

Syllepse, 2023, 366 p., 25 €

Ces 366 pages sont essentiellement un recueil de textes historiques et contemporains d'intellectuels juifs de renom. Ils expliquent leur refus du sionisme, une forme de nationalisme colonialiste qui tourne le dos à la tradition juive, qu'elle soit religieuse ou laïque. Du rabbin Issac Wise et du révolutionnaire Léon Trotski, des philosophes Hannah Arendt et Daniel Bensaïd, de l'universitaire Ariella Aisha Azoulay et du militant Abraham Serfaty, en passant par des Israéliens comme Michel Warschawski, Hilla Dayan et Ilan Pappé, ce livre nous rappelle des vérités que les inconditionnels de la politique israélienne essaient de nous faire oublier. Quelques organisations sont également à l'honneur, allant du Bund (Union générale des travail-

leurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie) en passant par la Conférence centrale des rabbins américains et l'UJFP (Union juive française pour la paix) dont les autrices de cet ouvrage sont membres. C'est un rappel informatif et salutaire qui situe l'antisémitisme dans le cœur d'un débat séculaire qui a fait rage à l'intérieur de la communauté juive, bien avant qu'il ne fasse irruption auprès du grand public.

PAR RICHARD WAGMAN • 02/02/2024



ET NOS YEUX DOIVENT ACCUEILLIR L'AURORE

SIGRID NUNEZ

Le livre de poche, 2023, 544 p., 9,70 €

Le titre de ce roman de Sigrid Nunez, journaliste américaine au New Yorker, est le vers d'une chanson de Bob Dylan, Restless Farewell, de 1964.

1968 : Georgette, la narratrice, qui vient d'une famille très pauvre, arrive à la prestigieuse université Barnard et partage sa chambre avec Ann, issue d'une riche famille. Elles souhaitent changer le monde, comme de nombreux jeunes d'alors.

Leur amitié, sur des décennies, est au cœur du roman, qui brasse de nombreux sujets : l'engagement de jeunes bourgeois contre la guerre du Vietnam et contre l'ordre social reste limité ; fugues d'autres jeunes, sillonnant le pays ; le racisme anti-Noirs ; les conditions de détention dans une prison pour femmes où Ann est incarcérée pour meurtre.

Une lecture intéressante et instructive sans être pesante ou moralisatrice.

PAR LILIANE LAFFARGUE • 04/02/2024



Et chaudement recommandés sur les pages culture de notre site nouveaupartiantcapitaliste.fr/thematiques/culture

DEUX SECONDES D'AIR QUI BRÛLE

ROMAN DE DIATY DIALLO

Points poche, 2023, 168 p., 6,90 €

Un an avant les émeutes qui ont explosé suite au meurtre de Nahel par la police, Diaty Diallo nous livre son premier roman. Un récit à couper le souffle, qui reste d'une actualité brûlante.

MAKING OF

FILM DE CÉDRIC KAHN

Un film dans le film, sur une grève contre la délocalisation d'une usine en Pologne où les figurants sont joués par les grévistes eux-mêmes. Le film développe avec mordant le thème des bonnes intentions de la bourgeoisie artistique...

JEUNESSE (LE PRINTEMPS)

FILM DE WANG BING

À 150 kilomètres de Shanghai, 18 000 ateliers confectionnent des vêtements pour enfants destinés au marché chinois. Une partie également ira à l'exportation. C'est dans les rêves de cette jeunesse ouvrière qu'il faudra puiser la colère, comme on la voit poindre par moments dans ce film magnifique.



Week-end de formation du NPA-Jeunes

Les 17 et 18 février 2024, en région parisienne, le NPA-Jeunes organise un week-end national de formation pour comprendre le capitalisme et les moyens de l'abattre. Si tu souhaites t'inscrire pour participer, contacte-nous à :

bsj.npa@gmail.com

Programme

SAMEDI

9 h 30 • Accueil et inscription

10 h • **PLÉNIER**

L'extrême droite, pourquoi elle monte et comment la combattre ?

12 h 30 • Repas

14 h • **ATELIERS**

>> La guerre d'Algérie : la fin du colonialisme, mais pas de l'oppression

>> Révolution internationale ou barbarie capitaliste ? Le mouvement ouvrier face à la Première Guerre impérialiste mondiale

>> La Deuxième Internationale : de l'internationale ouvrière à l'union

sacrée pour la guerre

>> Argentine : Milei, l'extrême droite au pouvoir, comprendre le phénomène pour le combattre

>> De la Première à la Troisième Internationale, la question centrale de la libération des femmes

>> La révolution russe de 1917 : quand les travailleurs prennent le pouvoir

16 h • Pause

16 h 30 • **ATELIERS**

>> Palestine : après un siècle de lutte contre la colonisation, quelles perspectives ?

>> Les communistes et la question nationale : pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !

>> 1918-1919, des conseils en Allemagne à la révolution mondiale

>> L'Europe des barbelés contre l'Europe des travailleurs : ouvrons les frontières !

>> Le Front unique : comment frapper ensemble, mais marcher séparément ?

>> La Troisième Internationale : de la révolution de Lénine à la contre-révolution de Staline, de la révolution mondiale au « socialisme dans un seul pays » (1919-1943)

>> Que faire contre le fascisme ? Les enseignements des années 1920-30

>> La grève du Crédit lyonnais de 1974, l'expérience d'un comité de grève

>> Hongrie-Bavière 1919 : les soviets sans les bolcheviks ?

>> Comment faire tomber un régime d'apartheid ? Exemple de l'Afrique du Sud

>> La France au service des intérêts de Total

12 h • Repas

13 h • **PLÉNIER**

Cent ans après sa mort, quel héritage de Lénine pour les militants révolutionnaires ? Lénine et la stratégie du parti révolutionnaire

DIMANCHE

10 h • **ATELIERS**

>> Staline contre Lénine, comment la bureaucratie a-t-elle remplacé les soviets ?

La santé mentale à la merci de l'exploitation capitaliste

La santé mentale de la population s'est dégradée, notamment depuis la pandémie. Selon l'étude CoviPrev, en décembre 2022 : 17 % des Français montrent des signes d'un état dépressif, 24 % des signes d'un état anxieux et 10 % ont eu des pensées suicidaires au cours de l'année. Par rapport au niveau hors épidémie, c'est plus 7 points pour la dépression, plus 11 pour l'anxiété, et plus 5,5 pour les pensées suicidaires !

L'étude montre également que les femmes sont les plus touchées par l'anxiété durant cette période, tandis que la prévalence de l'anxiété est aussi plus forte chez « les moins de 50 ans, les employés, les personnes ayant un diplôme inférieur au bac, vivant dans un logement exigü, percevant leur situation financière comme "juste" ou "difficile" ou ayant déjà eu un suivi pour des troubles psychologiques avant le premier confinement. » Pas de quoi s'étonner : la violence de cette société capitaliste touche plus particulièrement les plus précaires et les plus opprimés...

LE GOUVERNEMENT EN SOUTIEN DE LA SANTÉ MENTALE DE LA JEUNESSE ET DES TRAVAILLEURS ?

Dans un discours de politique générale, Attal a dit vouloir faire de la santé mentale des jeunes une « grande cause gouvernementale ». Il a parlé notamment de réformer le récent dispositif « Mon soutien psy ». En effet, ce dispositif de remboursement des séances chez les psychologues libéraux n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des besoins en soins psychiques : seulement 7 % des psychologues libéraux y participent.

POUR TOUT LE MONDE ?

D'après le site de l'assurance maladie : « Le dispositif "Mon soutien psy" permet à toute personne (dès 3 ans) angoissée, déprimée ou en souffrance psychique, de bénéficier de

séances d'accompagnement psychologique avec une prise en charge par l'assurance maladie. »

En réalité, seules certaines personnes souffrant de troubles anxieux ou dépressifs d'intensité légère à modérée peuvent participer à ce dispositif. Tout le monde n'est pas le bienvenu !

Les autres sont orientées vers la psychiatrie, qui se porte de plus en plus mal. Selon la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), en 2018, 2,1 millions de patients ont été pris en charge en psychiatrie ambulatoire, c'est-

à-dire sans hospitalisation, et pourtant, les délais d'obtention de rendez-vous sont très longs (67 jours en moyenne).

LE GOUVERNEMENT FAIT DES ÉCONOMIES SUR LA SANTÉ MENTALE

Ce dispositif conditionne l'accompagnement pour des problèmes de santé mentale à l'approbation d'un médecin. Or, outre la difficulté à avoir accès à un médecin traitant (six millions de personnes n'en ont pas), parler de ses soucis est compliqué et se confier à celui-ci peut l'être encore plus.

Les conditions de travail sont difficiles, trop de patients ne sont pas pris en soin par des psychologues débordés.

Pour les psychologues comme pour les patients, huit séances de 30 minutes par an (soit quatre heures !) ce n'est évidemment pas suffisant. Surtout que le gouvernement, au lieu d'injecter de l'argent dans le système de santé public, préfère financer des séances

remboursées en libéral mais limitées, plutôt que dans l'hôpital public où les moyens n'en finissent pas de manquer.

LA CASSE DE L'HÔPITAL PUBLIC

En effet, il y a une pénurie de psychologues hospitaliers. Et pour cause : le salaire d'un psychologue entrant à l'hôpital est le même que celui d'un infirmier, déjà dénoncé comme étant bien trop faible, surtout avec l'inflation galopante. Les conditions de travail sont difficiles, trop de patients ne sont pas pris en soin par des psychologues débordés, symptôme de la dégradation de l'offre de soin à l'hôpital public.

Les psychologues ont tout à gagner à s'allier avec le personnel hospitalier et les autres professionnels de la santé, qui, régulièrement, s'opposent au gouvernement et à ses attaques. Patients, soignants, nous avons tout intérêt à rejoindre la bataille pour la réouverture de tous les hôpitaux et lits fermés ces dernières années et pour un système de santé libéré de la soif de profit.

PAR MIRA BELMONTIER • 06/02/2024

SUIVEZ LE NPA JEUNES ET PRENEZ CONTACT !

Web npa-jeunes.org | Facebook | Twitter | Instagram | Tik Tok @npa_jeunes

